

Allocution de

SON ALTESSE ROYALE LA PRINCESSE MUNA AL-HUSSEIN

au

COMITE RÉGIONAL DE L'OMS POUR LA MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Mascate (Oman), 27 octobre 2013

Bismillah Al Rahman Al Raheem

Monsieur le Président, Monsieur le Directeur régional, Mesdames et Messieurs les Ministres de la Santé, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de remercier le Dr Alwan de m'avoir invitée à prendre la parole devant le Comité aujourd'hui. Je souhaiterais également exprimer ma gratitude à notre hôte, le Gouvernement d'Oman, pour son accueil chaleureux et sa généreuse hospitalité. Les progrès que ce dernier a réalisés au cours de ces quatre dernières décennies en matière de santé et de développement social représentent un modèle pour le monde entier.

Mesdames et Messieurs,

Cela fait huit ans maintenant que j'ai eu le privilège pour la dernière fois de prendre la parole lors de cette importante réunion annuelle des ministres de la Santé de la Région, qui a connu des événements et des bouleversements importants depuis lors, dont nous avons tous été témoins. Nous sommes réunis ici aujourd'hui pour débattre de la santé dans notre région et des progrès que nous accomplissons en vue d'atteindre l'objectif de l'amélioration de la santé de nos concitoyens.

On doit à un philosophe du XIX^e siècle cette célèbre maxime : « *quiconque jouit d'une bonne santé est porteur d'espoir ; et quiconque porte l'espoir est comblé.* » La Constitution de l'OMS emploie le terme de « possession » en rapport avec la santé lorsqu'elle énonce, « *La possession du meilleur état de santé qu'il est capable d'atteindre constitue l'un des droits fondamentaux de tout être humain* ». Nous présentons que le fait de jouir d'une bonne santé est un facteur déterminant du bonheur. Le Réseau des solutions pour le développement durable a publié le mois dernier un rapport intéressant à ce sujet : **le rapport sur le bonheur dans le monde 2013.**

Il s'agit du second rapport de ce type depuis l'adoption en 2011 par l'Assemblée générale des Nations Unies d'une résolution invitant les États membres à mesurer le bonheur de la population et à utiliser cet indice afin d'aider à orienter les politiques publiques. Il fait suite à la réunion de haut niveau des Nations Unies relative au bonheur et au bien-être qui s'est tenue l'an dernier.

Ce dernier rapport nous donne plusieurs informations précieuses et perspicaces du point de vue de la santé publique. Ainsi, après avoir classé plus de 150 pays selon leur indice de bonheur, en s'appuyant sur des enquêtes en population couvrant la période 2010-2012, les auteurs ont découvert que l'espérance de vie en bonne santé était l'une des variables clés influant sur les scores des pays. Cette enquête a aussi montré que les troubles mentaux sont la première cause de souffrance, mais ce phénomène n'est quasiment pas pris en compte par les décideurs. Selon le rapport, les personnes heureuses vivent plus longtemps, sont plus productives, gagnent mieux leur vie et sont de meilleurs citoyens. Ces observations sont importantes pour le développement national et pour les responsables de l'élaboration de politiques dans tous les secteurs.

Et nous, où nous situons-nous en ce qui concerne l'indice du bonheur ? Eh bien, pour l'ensemble des pays concernés par cette étude, le rapport montre que l'indice de bonheur de la région a globalement baissé en 2010-2012 comparativement aux données de 2005-2007. Rien d'étonnant à cela ! Nos écrans de télévision nous décrivent quotidiennement une région rongée par les conflits, l'instabilité, l'insécurité économique et financière, les bouleversements sociaux, la pauvreté, les inégalités et les maladies. Mais nous savons tous que la région a **beaucoup** de points positifs à son actif. Votre réunion aujourd'hui, **votre** vision et **votre** travail considérable en vue de promouvoir le développement sanitaire auront des effets positifs sur les efforts visant à surmonter la crise à laquelle doit faire face notre région sur de nombreux fronts.

Quelle part consacrons-nous, en tant que responsables de l'élaboration des politiques, à la santé, au « bien-être physique, mental et social », et si vous me permettez encore cette audace, combien de nos discussions dans les réunions de l'OMS sont axées, en réalité, sur des solutions pratiques de promotion de la santé ? De nombreux pays de la région, dont le mien, ont fortement progressé ces trois dernières décennies en matière d'indicateurs de la santé, mais nous assistons dans le même temps à une hausse considérable de l'exposition à de graves risques sanitaires.

Excellences,

À l'heure actuelle, il est plus facile d'énoncer des faits que d'agir concrètement. Il existe néanmoins des exemples de réussite au niveau de l'action des gouvernements dans ce domaine dans notre région et dans le monde. Et si Dieu le veut nous pouvons apprendre de ces expériences.

En regardant l'ordre du jour, je m'aperçois que vous allez débattre de l'initiative Sauver les vies des mères et des enfants. Il n'y a pas de question plus importante que celle-ci. En raison de la diversité de notre région nous sommes tous très sensibles au fait que, alors que certains de nos pays ont des taux de mortalité maternelle et infanto-juvénile parmi les plus faibles du monde, et nous pouvons en être légitimement fiers, d'autres ont encore des taux très élevés. J'ai le plaisir de constater que, par le biais de cette initiative, qui visait essentiellement à accélérer les progrès sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, conjointement avec un certain nombre de partenaires, nous concentrons désormais nos efforts sur les pays prioritaires et sur les priorités concernant la prévention de la mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Le succès de cette initiative, à mon avis, dépend du niveau de l'appui existant entre nos différents pays. Alors que plusieurs pays de la région ont d'ores et déjà réalisé leurs objectifs, il est essentiel que la solidarité joue entre les pays de la région pour que d'autres puissent atteindre les cibles qu'ils se sont fixées ainsi que pour la région dans son ensemble.

Nous devons aussi cibler nos efforts là où ils peuvent être le plus utiles. Cela signifie rechercher et atteindre les mères et les enfants dans les districts les plus pauvres et dans les districts ruraux. Cela suppose d'aller à la rencontre des mères qui n'ont pas eu la possibilité d'achever leur scolarité. Nous savons tous que plus les filles sont scolarisées, plus elles seront en bonne santé et disons-le plus heureuses, en tant que femmes et mères, et plus leurs enfants et les autres membres de la famille le seront également. N'oublions pas cependant que les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ne sont qu'un moyen pour atteindre un objectif, et non une fin en soi. Nous devons veiller à ce que les progrès réalisés soient durables, et que de plus en plus de mères et d'enfants vivent afin de jouir de vies plus heureuses et en meilleure santé.

Mesdames et Messieurs

Vous allez aussi débattre des maladies non transmissibles. Je pense que nous sommes tous touchés, en tant que professionnels de santé, fonctionnaires, membres de nos propres familles et communautés, par la tragédie grandissante que représentent les maladies non transmissibles dans notre région.

La tragédie ne réside pas seulement dans le nombre croissant de personnes souffrant de maladies chroniques, telles que les maladies cardiaques, les diabètes et le cancer, ainsi que les graves incapacités et les décès prématurés qu'elles causent. Elle tient aussi à l'état d'impréparation que nous observons dans nos pays et à l'absence de programme d'action commun avec d'autres acteurs publics. Cette situation est due parfois au manque de ressources, mais le plus souvent il s'agit d'un problème de planification stratégique et d'organisation, ou de mentalité qui nous empêche d'effectuer de véritables changements.

En quoi consiste ce réel changement ? Le véritable changement dont nous avons besoin concerne la promotion de la santé. Le tabagisme est un facteur essentiel dans un très grand nombre de maladies et d'affections chroniques. Pourtant il est regrettable de constater que l'on ne prend pas assez de mesures dans la région en vue de créer un environnement sans tabac et de résister aux pressions et aux intérêts commerciaux de l'industrie du tabac.

Notre région manque aussi de conviction lorsqu'il s'agit d'encourager des modes de vie sains, et notamment davantage d'exercice, une alimentation plus saine avec moins de graisses, moins de sucre, moins de sel. Non seulement de tels encouragements amélioreraient la santé, mais ils permettraient aux individus, aux familles et aux gouvernements de faire des économies.

Les habitudes et les comportements sains doivent s'acquérir dès le plus jeune âge. Plus l'on vieillit, plus il est difficile de changer. C'est pourquoi, lorsque nous parlons de sauver les vies des mères et des enfants, nous ne devons pas négliger les questions à long terme.

Au moment de mettre en place des politiques et des plans de prévention des maladies non transmissibles, nous devons penser à nos petits-enfants, et travailler de concert avec nos collègues de l'enseignement et des autres secteurs.

Des évolutions doivent également se faire sentir dans la manière dont nous gérons ces affections. Pour les millions de personnes qui souffrent d'ores et déjà d'hypertension artérielle, de maladies cardiaques ou de cancer, les changements qui doivent intervenir consistent certainement à veiller à ce qu'elles aient accès à des soins de santé de bonne qualité au niveau des soins de santé primaires. La population ne devrait pas non plus avoir à payer des sommes considérables pour des médicaments de base.

Je sais que dans mon pays, et probablement aussi dans tous vos pays, le coût des soins de santé pour ces maladies notamment préoccupe fortement les gouvernements et les citoyens.

Il est donc encourageant d'observer que l'impulsion politique en faveur du concept de la couverture sanitaire universelle gagne du terrain. Je suis les discussions à ce sujet lors des réunions mondiales, notamment lors de l'Assemblée mondiale de la Santé et j'attends avec impatience de voir les conclusions de votre discussion sur ce point de l'ordre du jour et d'observer comment notre région se propose d'aider la population à accéder à des soins de santé de qualité.

Mesdames et Messieurs,

En qualité de marraine de l'OMS pour les soins infirmiers et obstétricaux dans la Région de la Méditerranée orientale, la question des personnels de santé demeure pour moi d'une importance capitale, en effet la couverture sanitaire universelle ne pourra être réalisée sans la présence d'un personnel efficace. Comme je l'ai déjà indiqué, lorsque je me suis adressée à l'Assemblée mondiale de la Santé en tant qu'intervenante invitée en 2008, ainsi que lors d'autres réunions, nous ne pouvons tenter de renforcer les systèmes de santé sans répondre à la crise des personnels de santé. Et la région connaît une réelle crise dans ce domaine.

Je souscris à votre conclusion de l'année dernière selon laquelle aucun pays de la région n'est épargné par de graves pénuries des personnels de santé. À une extrémité de l'échiquier nous dépendons d'accords passés avec les expatriés qui sont onéreux et parfois non viables, en particulier dans le domaine des soins infirmiers. À l'autre extrémité nous manquons de médecins, d'infirmières et d'autres professionnels de santé suffisamment et convenablement formés pour répondre aux besoins de nos concitoyens.

Dans les deux cas l'essentiel réside dans la planification et la coordination des secteurs de la santé et de l'enseignement supérieur. Sur le plan social il s'agit aussi d'inciter notre jeunesse à faire carrière dans les services de santé et de rendre ces professions aussi

attractives que possible. Nous devons aussi veiller à ce que nos structures de carrière prévoient des mesures incitatives visant à retenir les professionnels qualifiés et à encourager la mobilité de façon à ce que tous puissent avoir accès à des professionnels de santé compétents, non seulement dans les capitales mais aussi dans les zones les plus pauvres et les plus reculées.

Les partenaires jouent un rôle essentiel dans notre action. Aucun d'entre nous ne peut parvenir à ses objectifs isolément. J'ai déjà évoqué le rôle important des responsables de la santé publique dans l'action qui doit être mise en place conjointement avec d'autres secteurs, l'éducation, l'enseignement supérieur, le commerce et l'industrie. Il existe d'autres partenaires et des partenaires potentiels dans la société civile que nous devrions encourager. En un temps où les organisations non gouvernementales connaissent des difficultés considérables dans nos pays, il revient aux responsables de la santé eux-mêmes de renforcer ces partenariats et de promouvoir les nombreuses et importantes contributions que la société civile peut apporter au développement sanitaire.

Excellences,

C'est à dessein que je n'ai pas mentionné les situations d'urgence actuelles qui nous assaillent. Je sais que vos discussions aborderont en grande partie ces sujets au cours des trois prochains jours. Restons sur une note positive. Mettons l'accent sur le dialogue. Continuons à mettre à profit les questions de santé pour développer la diplomatie et s'en servir comme relais pour instaurer la paix.

Je vous souhaite à tous paix, santé et avant tout, bonheur.

Je vous remercie.